

Une analyse macro/micro du pouvoir d'achat en France

De la crise Covid au choc inflationniste

Point presse – 15 février 2024

❑ Retour/ Bilan sur l'épisode singulier 2020-2023

- ❑ Pouvoir d'achat heurté par 2 crises successives (Covid et Energie/Inflation)
 - Transferts massifs, retour de l'inflation, dynamique de l'emploi et des revenus financiers...
- ❑ Données macroéconomiques (comptes d'agents) connues jusqu'au 3^{ème} trimestre 2023
 - Comptes semi-définitifs. Attention aux révisions !!
- ❑ Des mesures budgétaires pérennes (effet structurel) à distinguer des mesures de soutien temporaire

❑ Analyse des niveaux de vie par strate pour 2023

- ❑ Une avancée (Insee vient de publier les données pour 2022 !)...
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/7666911?sommaire=7666953>
- ❑ ...mais une prise de risque (avec des incertitudes) qui nécessite de
 - calibrer finement la réponse des revenus individuels à l'inflation
 - réconcilier l'analyse microéconomique aux évolutions macroéconomiques

- ❑ **Les évolutions du pouvoir d'achat dépendent des revenus primaires...**
 - ❑ Impact des évolutions du marché du travail (emploi et salaires, indépendants) et des revenus du patrimoine (financiers et immobiliers)

- ❑ **...et des mesures socio-fiscales (prestations sociales, prélèvements directs)**
 - ❑ Nécessite de distinguer les effets discrétionnaires des effets d'assiette

- ❑ **...mais aussi des prix et des évolutions démographiques**
 - ❑ Utilisation du déflateur de la consommation finale pour l'analyse macroéconomique et de l'IPCH pour l'analyse par strate
 - ❑ Evolution de la structure des ménages, des ratios démographiques
 - Approche retenue en Unités de Consommation (UC) pour mieux refléter la situation individuelle moyenne

I. Analyse et perspectives macroéconomiques du pouvoir d'achat

- Deux sous périodes : Crise Covid (2019-2021) et choc inflationniste (2021-2023)
- Prévion pour 2024 calée sur Prévion OFCE d'octobre 2023 ajustée des données connues et nouvelles informations

<https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/srevue.php?num=182>

II. Analyse microéconomique (2021-2023) de l'hétérogénéité des évolutions...

- ...des Prix
- ...des Revenus
- ...du Pouvoir d'achat

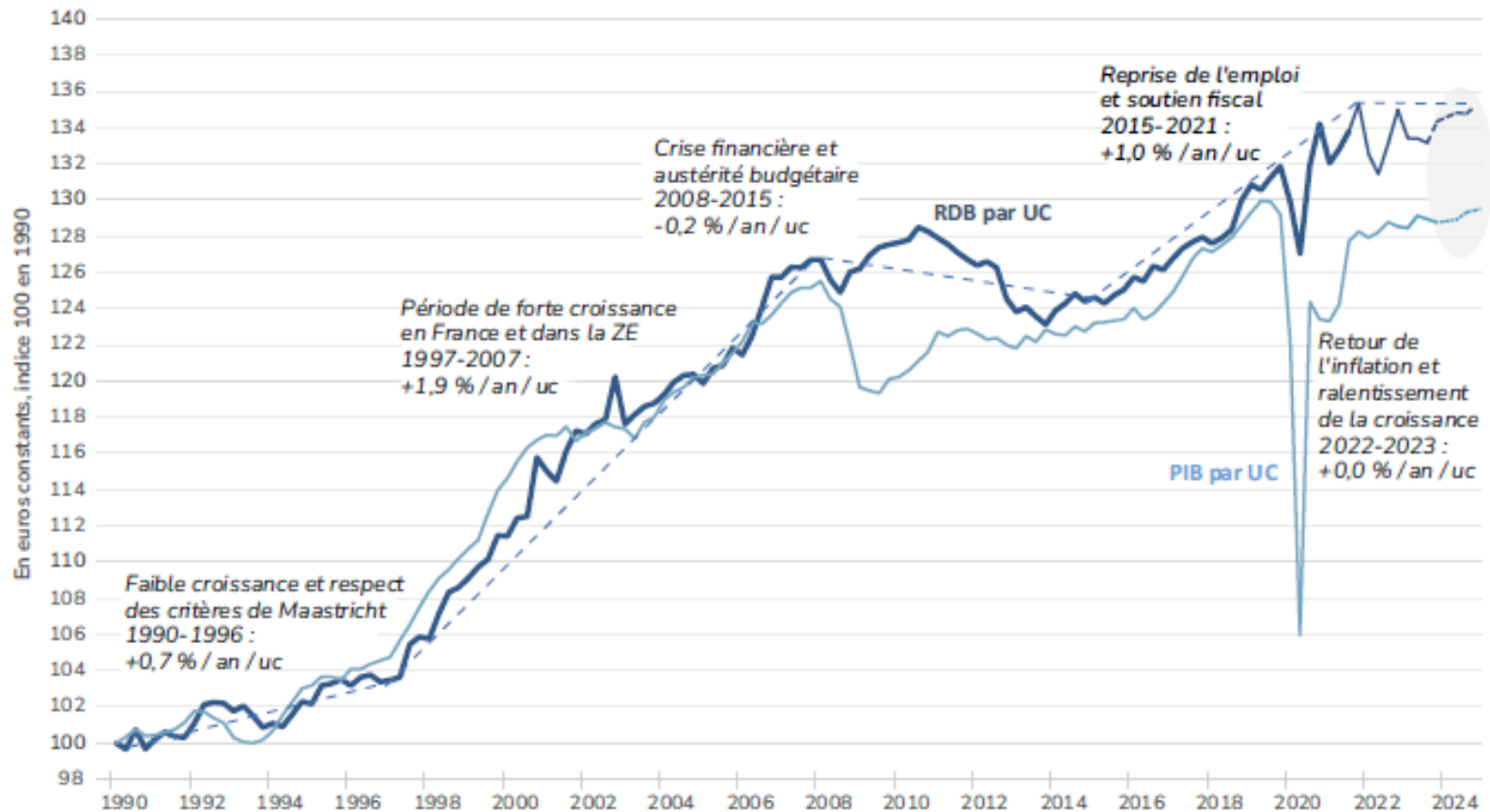
III. Analyse de la « sur-épargne » et du patrimoine des ménages au regard de la « taxe inflationniste »

I. Les principaux résultats macroéconomiques

Les enseignements du pouvoir d'achat sur longue période

- ❑ Evolution heurtée pendant la période Covid mais pas de véritable rupture de tendance
- ❑ Choc inflationniste marque un tournant à partir de la fin 2021
- ❑ Une déconnexion de plus en plus marquée avec le PIB par UC

Graphique 1. Revenu disponible brut réel et PIB par unité de consommation*

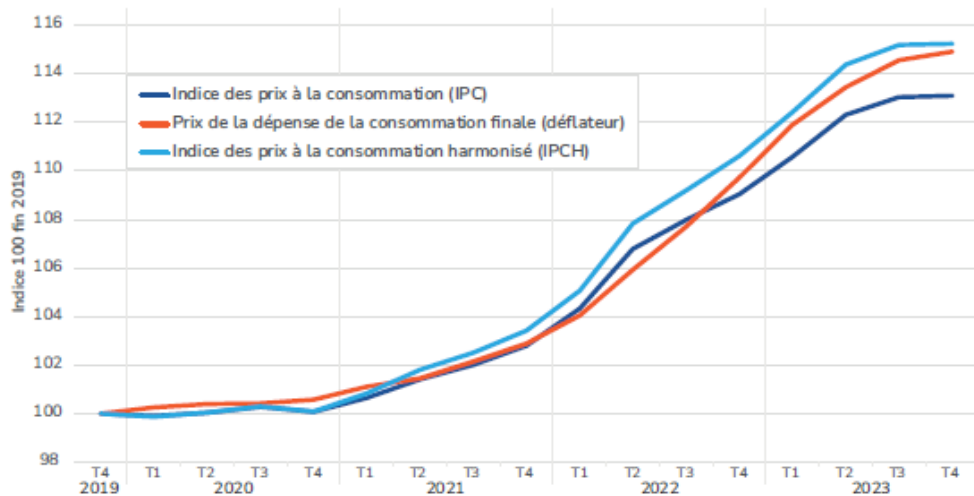


Insee, calculs et prévisions OFCE.

* Les commentaires au sein du graphique portent sur le RDB par UC. La courbe bleu clair décrit le PIB réel par UC mais n'est pas commentée dans les chiffres.

□ Une forte hausse des prix mais avec quelques différences selon la mesure

Graphique 2. Différents indices de prix

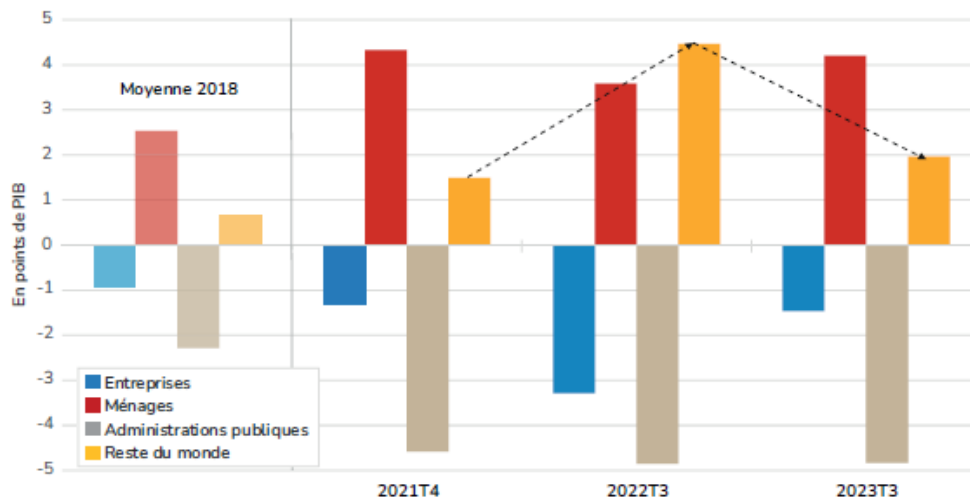


Insee, Eurostat.

□ Un choc extérieur qui se traduit par une dégradation du besoin de financement de l'économie nationale vis à vis du reste du monde

- A répartir entre les différents agents économiques

Graphique 3. Capacité/besoin de financement des agents économiques



Insee, calculs des auteurs.

- ❑ Hausse significative du pouvoir d'achat par UC (350 euros) pendant la période Covid
 - ❑ Forte hausse des prestations (chômage partiel...) et baisses de fiscalité
- ❑ Quasi-stabilité du pouvoir d'achat par UC (10 euros) pendant la période inflation
 - ❑ Forte hausse des revenus du patrimoine (*hors taxe inflationniste*) et baisse de la fiscalité mais aussi mesures importantes sur les prix de l'énergie (boucliers, redevances)...mais baisse de la contribution des prestations (fin des aides exceptionnelles et indexation décalée)
- ❑ Hausse attendue du pouvoir d'achat par UC en 2024 (380 euros)
 - ❑ Indexation avec retard des prestations et revenus du patrimoine encore dynamiques

Tableau 3. Contribution des différentes composantes à la variation annuelle du pouvoir d'achat par UC

Variation annuelle (en euros de 2023)	Période Covid 2019/2021	Période Inflation 2021/2023	2019/2023	2024 Prévision
RDB réel par UC (a – b)	350	10	180	380
Total ressources (a)	230	-60	80	400
<i>Dont :</i>				
Revenus du travail*	-30	70	20	-40
Revenus du patrimoine **	70	390	230	190
Prestations sociales en espèces	280	-530	-130	250
Autres	-90	10	-40	0
Total prélèvements fiscaux et sociaux directs (b)	- 120	- 70	-100	20
<i>Effet mesures sur les prix de l'énergie***</i>	10	300	150	-470

Insee, calculs et prévisions OFCE.

* Y compris l'excédent brut d'exploitation des indépendants.

** Y compris les loyers implicites. Les revenus réels du patrimoine portent uniquement sur le flux net de revenus réels liés au patrimoine mais ne tiennent pas compte de la taxe inflationniste sur la valeur du patrimoine existant.

*** L'estimation se base sur les documents budgétaires issus du PLF 2024 ainsi que sur l'annonce de relèvement de la TICFE en février 2024. Nous supposons ici que l'ensemble des mesures de blocage des prix (boucliers tarifaires, redevance carburant) bénéficient *in fine* aux ménages, sans tenir compte des effets potentiels de second tour.

- ❑ 2019/2023 : contribution négative des salaires réels au pouvoir d'achat...
- ❑ ...mais les fortes créations nettes d'emploi (1,3 million) contribuent positivement
 - ❑ Effet similaire et particulièrement marqué du côté des indépendants
- ❑ 2024 : hausse attendue des salaires réels mais des pertes d'emplois salariés

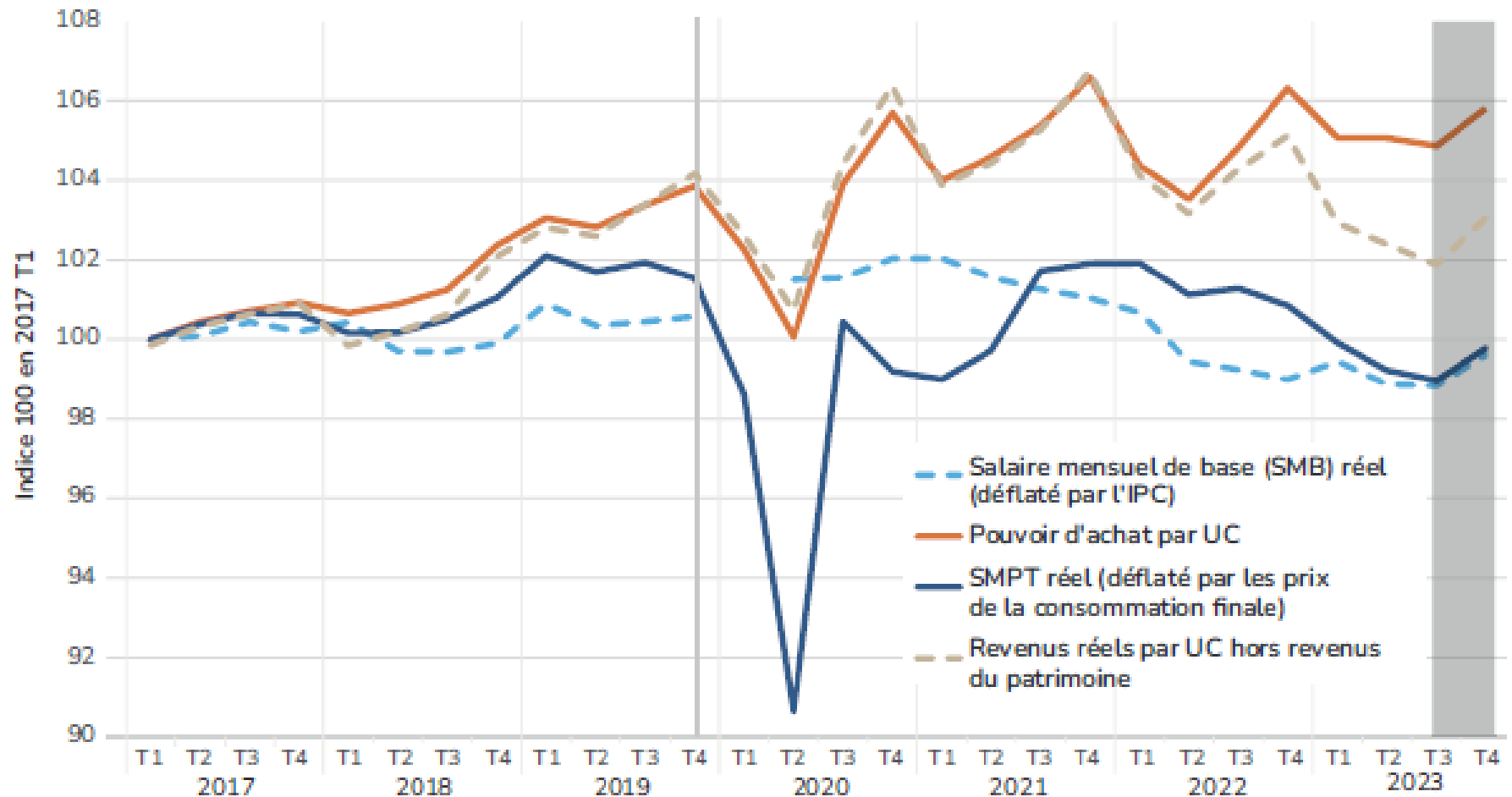
Tableau 4. Contribution des différentes composantes des revenus nets du travail au pouvoir d'achat par UC

Variation annuelle (en euros de 2023)	Période Covid 2019/2021	Période Inflation 2021/2023	2019/2023	2024 Prévision
Revenus nets réel du travail par UC	-30	70	20	-40
<i>Dont :</i>				
Effet Salaire réel moyen (SMPT)*	-150	-110	-130	200
Effet Revenu réel par indépendant	-120	-170	-150	-90
Effet Emploi des salariés	140	270	210	-160
Effet Emploi des indépendants	100	80	90	10
Effet Cotisations sociales	0	0	0	0

INSEE, calculs et prévisions OFCE.

* Les évolutions du salaire moyen par tête (SMPT) sont affectées par les mesures de chômage partiel sur la période 2019/2021. À l'inverse, la réduction du nombre de salariés en chômage partiel à partir de 2021 conduit mécaniquement à augmenter les salaires versés sans modifier l'emploi. Cet effet ne joue quasiment plus en 2023.

Graphique 7. Pouvoir d'achat par UC et salaire réel par tête



Insee, DARES, calculs et prévisions OFCE.

- **2019/2023 : un gain annuel par UC de 100 euros par an lié aux baisses de fiscalité**
 - +130 euros liés aux mesures discrétionnaires (Taxe d'habitation, Première tranche d'Impôt sur le Revenu, Suppression redevance audiovisuel public...)
 - Mesures exceptionnelles énergie (bouclier tarifaire, TICFE...) sont prises en compte dans les prix (mais pas dans les revenus)
 - -30 euros liés au dynamisme des assiettes fiscales
- **Effet légèrement négatif des mesures fiscales au pouvoir d'achat en 2024**
 - Fin de la baisse des prélèvements (fiscalisation prime partage de la valeur...)

Tableau 5. Contribution des mesures en prélèvements directs (impôts et cotisations sociales payés par les ménages) au pouvoir d'achat par UC*

<i>Variation annuelle (en euros de 2023)</i>	Période Covid 2019/2021	Période Inflation 2021/2023	2019/2023	2024 Prévision
Impôts directs et cotisations payés par les ménages dont	120	70	100	-20
Mesures discrétionnaires**	140	110	130	-20
Effet assiettes fiscales	-20	-40	-30	0

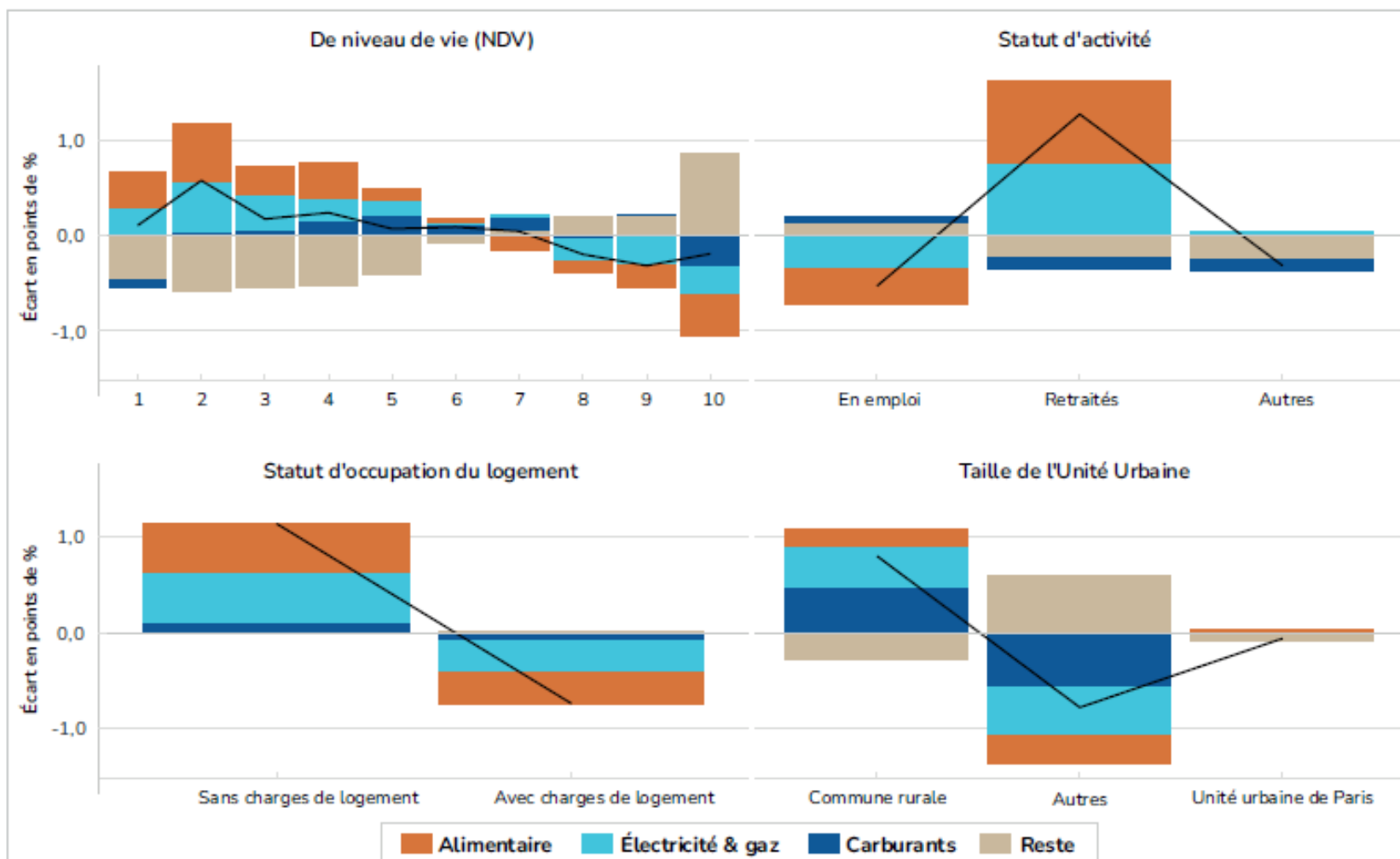
Insee, Rapport Économique Social et Financier du PLF 2024, calculs et prévisions OFCE.

* Pour faciliter la lecture de ce tableau, une variation positive des impôts directs et cotisations payés par les ménages correspond à une contribution positive au pouvoir d'achat.

** Les mesures discrétionnaires sont calculées sur la base des documents budgétaires permettant d'identifier les mesures en prélèvements fiscaux et sociaux directs qui interviennent dans le calcul du revenu disponible brut nominal des ménages.

II.1 L'hétérogénéité du choc inflationniste

Graphique 8. Hétérogénéité du choc inflationniste

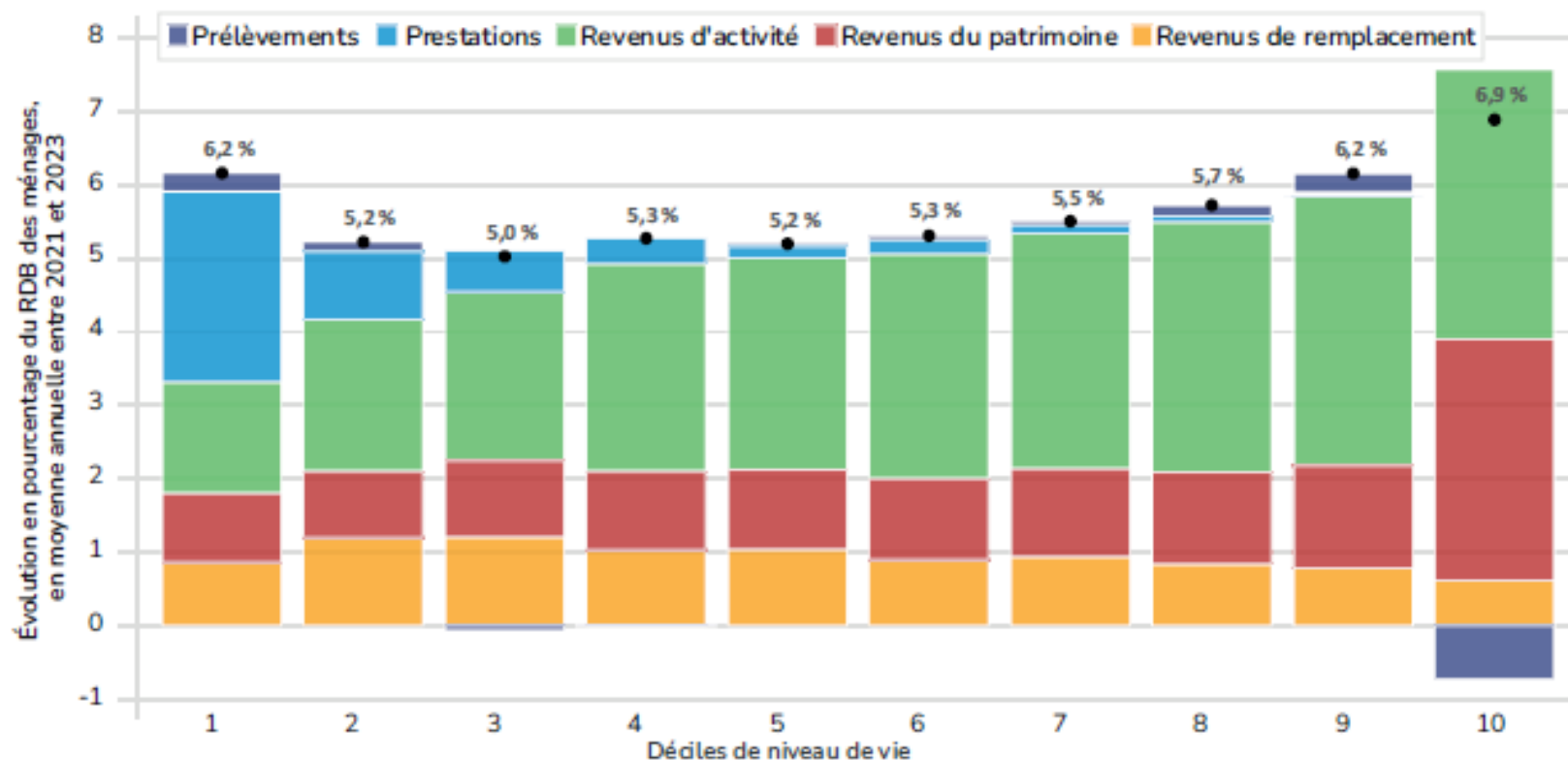


Calculs des auteurs sur la base de l'enquête BDF 2017 et de l'IPC observé en décembre 2023.

Note de lecture : Les ménages appartenant au 1^{er} dixième de l'échelle des NDV ont connu une inflation supérieure de 0,1 point par rapport à la moyenne.

II.2 Quelles évolutions du revenu disponible des ménages entre 2021 et 2023 selon leurs caractéristiques ?

Graphique 9. Évolution estimée du revenu disponible des ménages par dixième entre 2021 et 2023, en moyenne annuelle

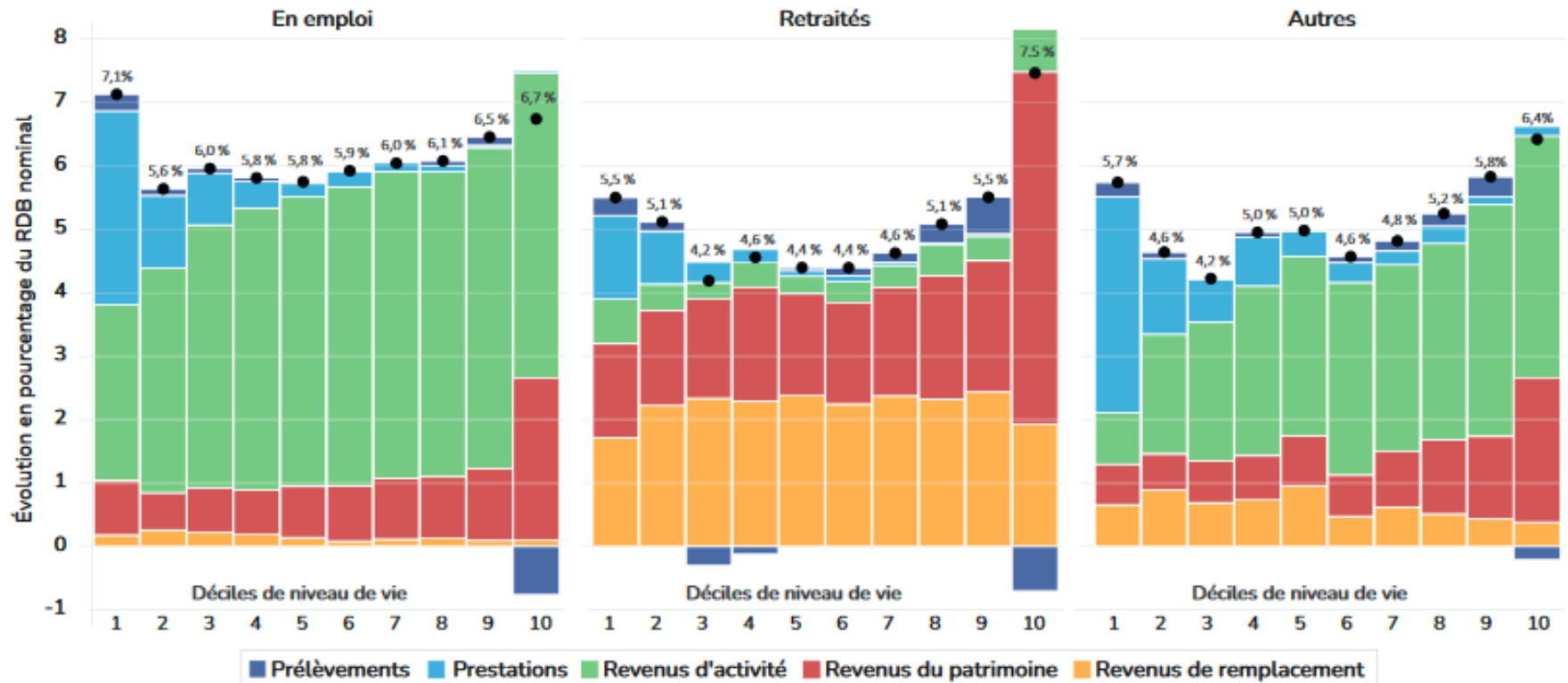


Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2020 (actualisée 2022) ; Insee-Drees-Cnaf, modèle Ines 2022. CASD. Calculs des auteurs.

Note de lecture : entre 2021 et 2023, en moyenne annuelle, nous estimons que le revenu disponible nominal des ménages appartenant aux 10 % de ménages les plus modestes (D01) s'est accru de 6,2 %. Les prestations sociales ont contribué à hauteur de 2,6 points de pourcentage à cette évolution.

Champ : France métropolitaine, personnes vivant en logement ordinaire dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Graphique 10. Évolution estimée du revenu disponible des ménages par dixième entre 2021 et 2023, en moyenne annuelle, selon le statut vis-à-vis de l'emploi



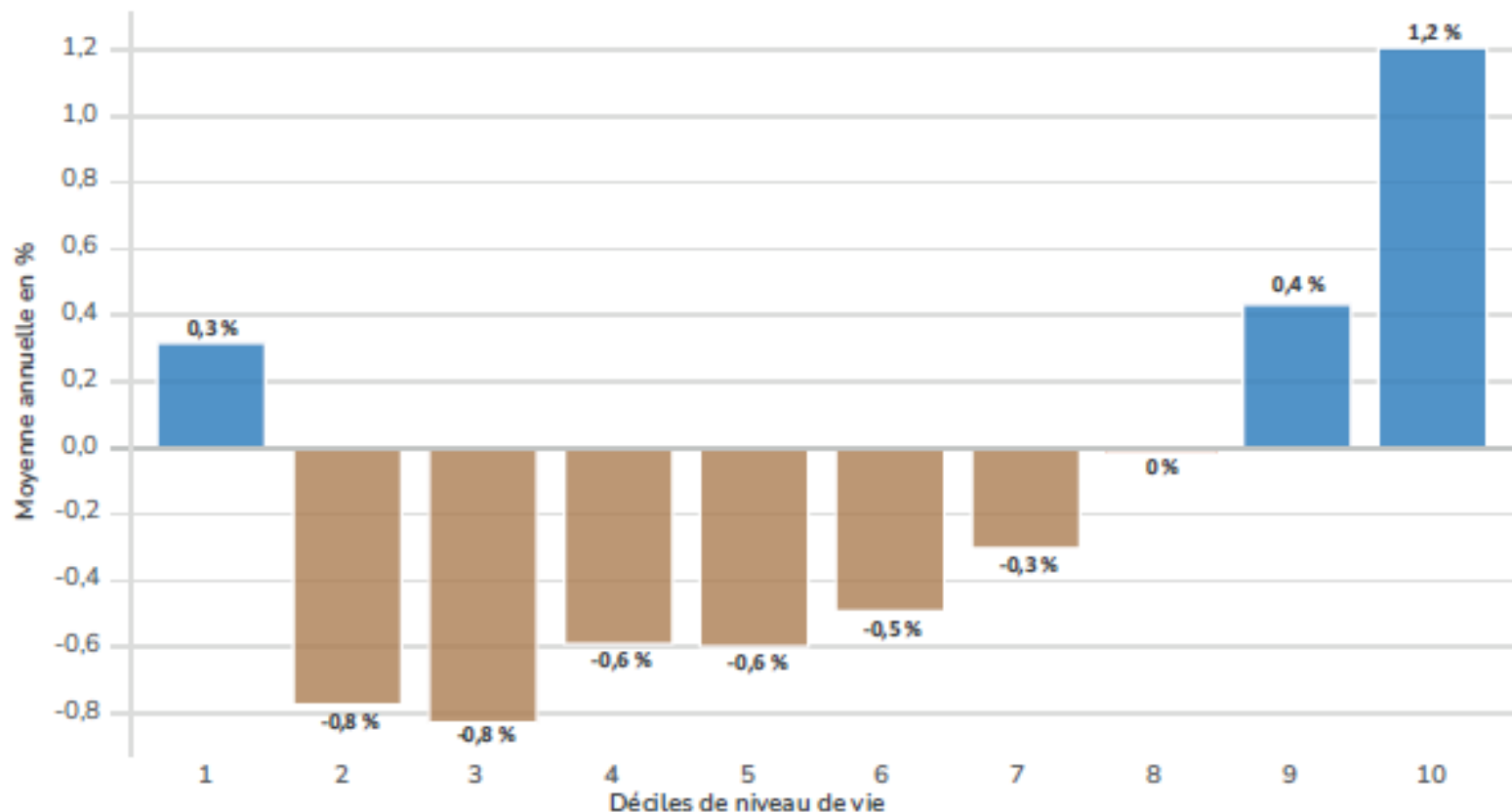
Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2020 (actualisée 2022) ; Insee-Drees-Cnaf, modèle Ines 2022. CASD. Calculs des auteurs.

Note de lecture : entre 2021 et 2023, nous estimons que le revenu disponible nominal des ménages dont la personne de référence est retraitée et appartenant aux 10 % de ménages les plus riches (D10) s'est accru de 7,5 %. Les revenus du patrimoine (financiers et immobiliers) ont contribué à hauteur de 5,5 points de pourcentage à cette évolution.

Champ : France métropolitaine, personnes vivant en logement ordinaire dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

II.3 Quelles évolutions du « pouvoir d'achat » des ménages entre 2021 et 2023 selon leurs caractéristiques ?

Graphique 11. Évolution estimée du pouvoir d'achat par dixième entre 2021 et 2023

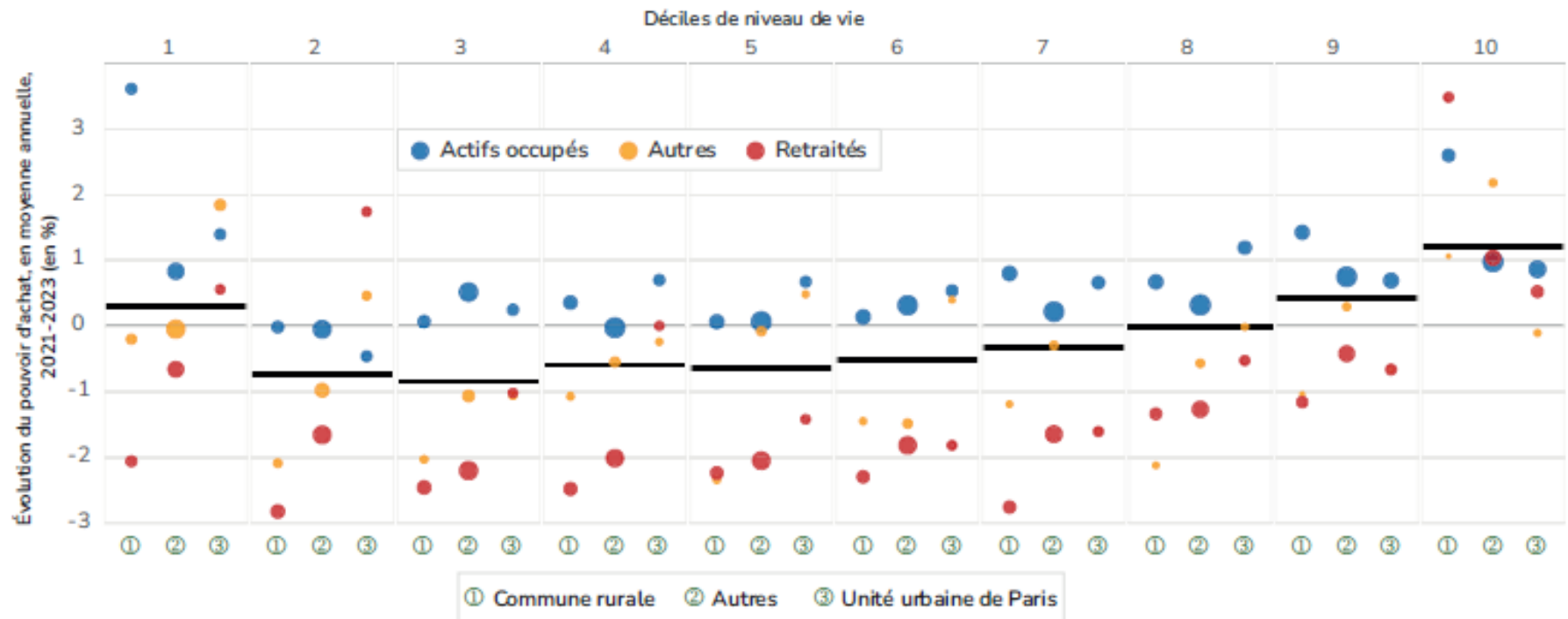


Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2020 (actualisée 2022) ; Insee-Drees-Cnaf, modèle Ines 2022. CASD. Calculs des auteurs.

Note de lecture : entre 2021 et 2023, à panier de biens de consommation de 2021 inchangé, nous estimons que le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages appartenant aux 10 % de ménages les plus aisés (D10) s'est accru de 1,2 % en moyenne chaque année.

Champ : France métropolitaine, personnes vivant en logement ordinaire dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Graphique 12. Évolution estimée du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages selon leurs caractéristiques entre 2021 et 2023

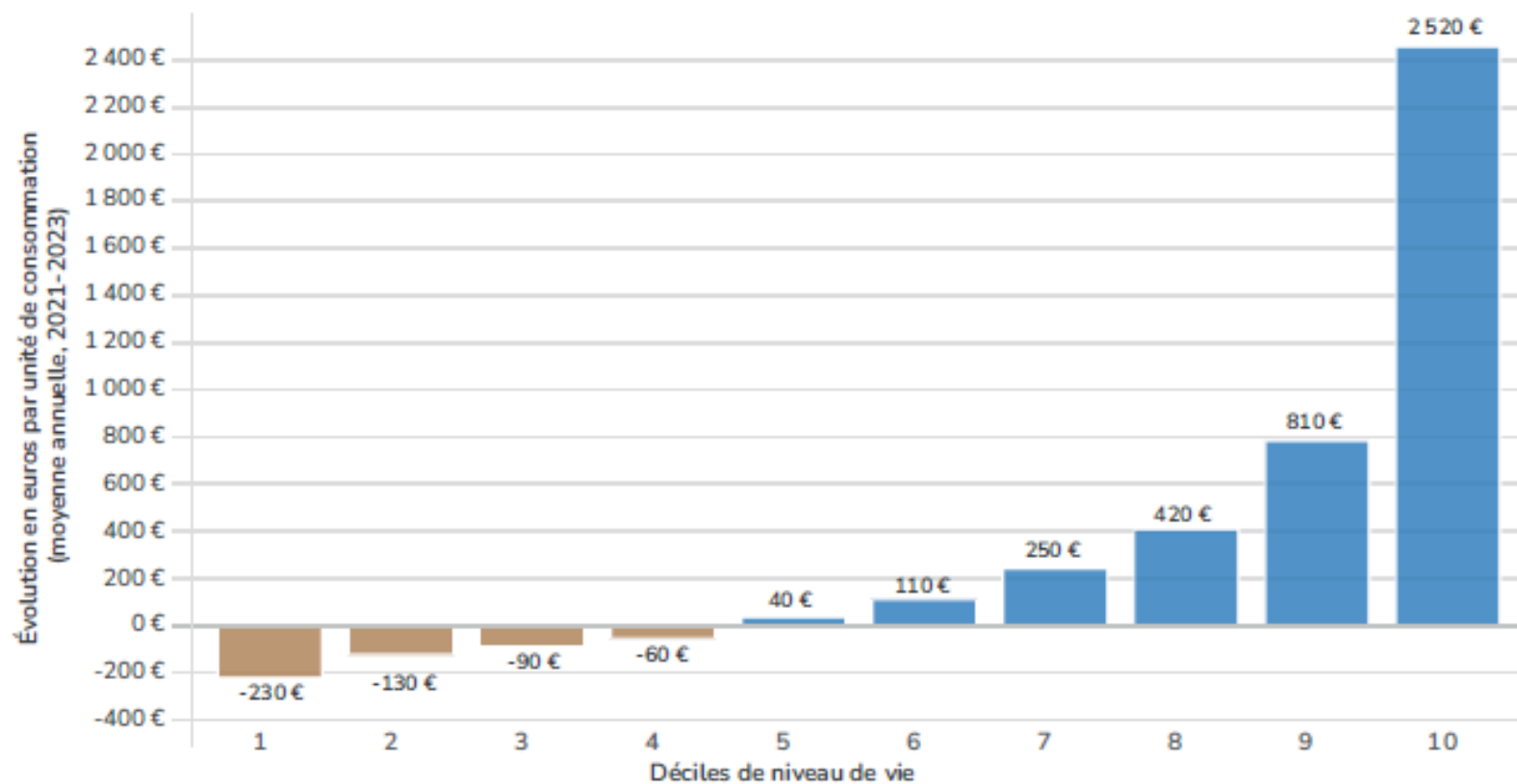


Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2020 (actualisée 2022) ; Insee-Drees-Cnaf, modèle Ines 2022. CASD. Calculs des auteurs.

Note de lecture : entre 2021 et 2023, à panier de biens de consommation de 2021 inchangé, nous estimons que le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages appartenant aux 10 % de ménages les plus aisés (D10), résidant dans l'unité urbaine de Paris et occupant un emploi s'est accru de 0,9 % par an soit une évolution inférieure à celle estimée pour l'ensemble des ménages du même décile représentée ici par le trait noir (1,2 %).

Champ : France métropolitaine, personnes vivant en logement ordinaire dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Graphique 13. Écart estimé entre l'évolution du revenu disponible des ménages et le renchérissement du panier de consommation par dixième de niveau de vie entre 2021 et 2023



Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2020 (actualisée 2022) ; Insee-Drees-Cnaf, modèle Ines 2022. CASD. Calculs des auteurs.

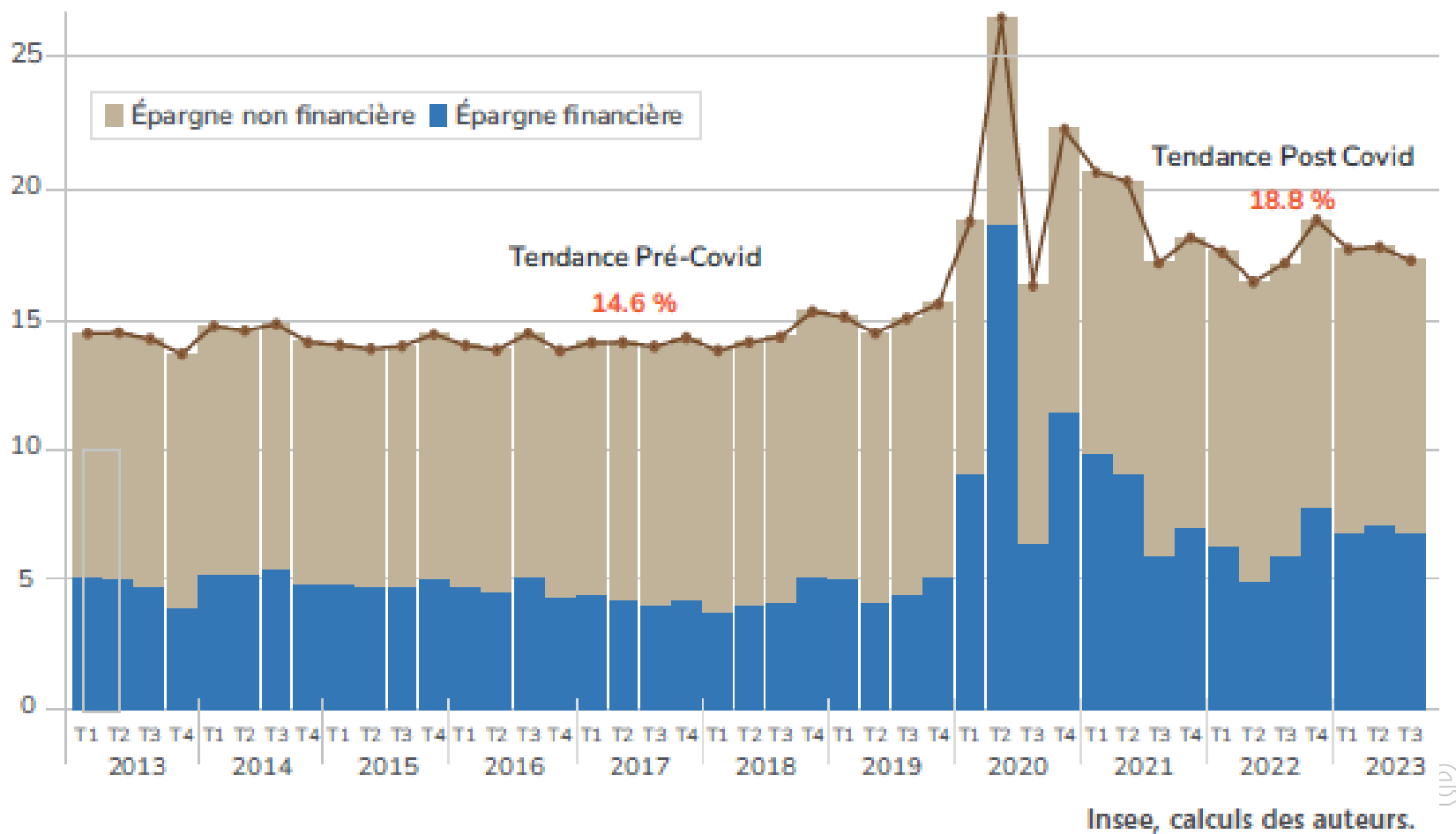
Note de lecture : entre 2021 et 2023, à panier de biens de consommation de 2021 inchangé, nous estimons que le prix du panier de biens consommés par le premier dixième s'est accru plus rapidement que leur revenu (230 euros par unité consommation).

Champ : France métropolitaine, personnes vivant en logement ordinaire dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

IV. « Sur-épargne », patrimoine des ménages et « taxe inflationniste »

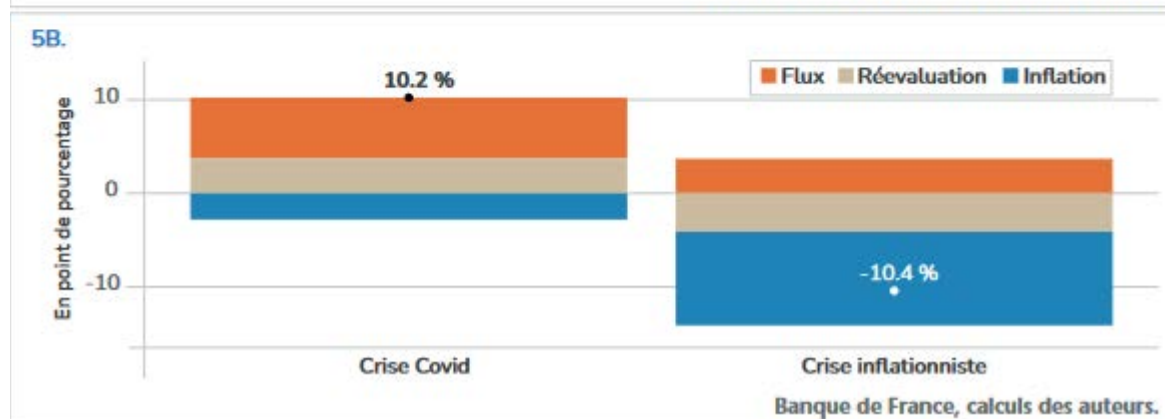
- Une « sur-épargne » (principalement financière) qui correspond à 240 milliards d'euros courants depuis la fin 2019

Graphique 4. Taux d'épargne des ménages



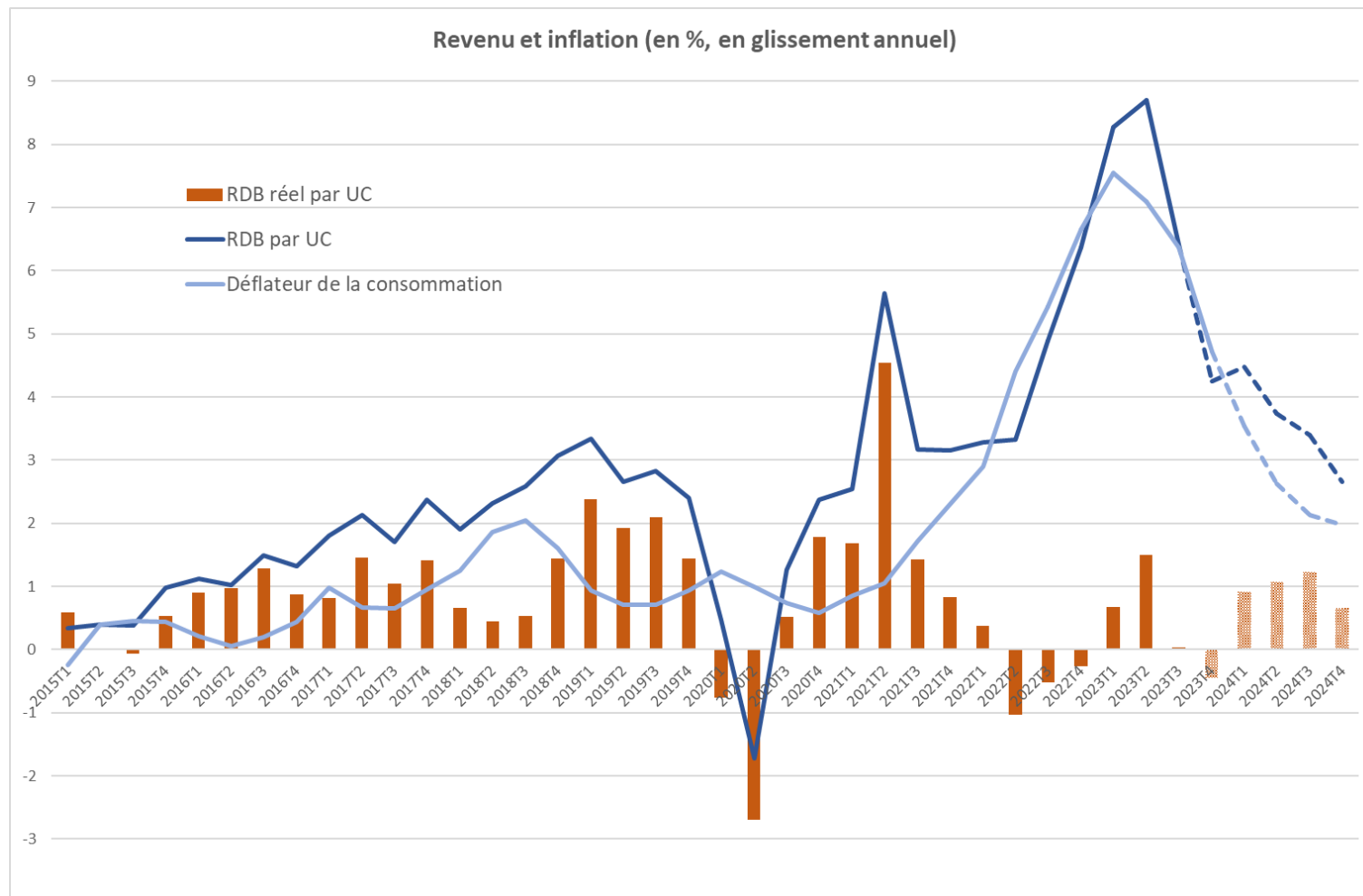
- ❑ La valeur réelle de l'encours de patrimoine a été érodée par l'inflation (« taxe inflationniste ») compensant négativement le flux supplémentaire d'épargne

Graphique 5. Encours et variations du patrimoine financier des ménages



ANNEXES

- ❑ Indexation, revalorisations salariales, soutien budgétaire...
- ❑ Effet du traitement des SIFIM sur le déflateur et RDB (à travers les revenus du patrimoine)
 - ❑ 11,6 % de hausse cumulée du déflateur sur 2022-23 contre 10,4 % pour l'IPC



Indice de prix "réels" du logement, base 2019:T4
(ratio logement/IPC)

